LE CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Travailler ensemble à l'intégration régionale

2017-18

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

TABLE DES MATIÈRES

3 Mission

3 Objectifs

4 Vision

6 Comprendre les réalités régionales

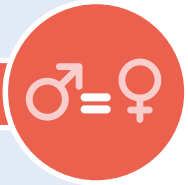
7 Membres

8 Regards sur l'Afrique de l'Ouest

Enjeux alimentaires

- 10 Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- 12 Renforcer la résilience
- 14 Décrire les mutations de l'économie alimentaire

Genre



- 16 Cartographier les réseaux des femmes commerçantes
- 17 Documenter l'inégalité entre les sexes

Villes

- 18 Cartographier les dynamiques urbaines
- 20 Renforcer la résilience au changement climatique dans les villes frontalières

Sécurité & développement

- 22 Suivi de la sécurité et du développement

24 La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

24 Publications, base de données et cartes

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante.

Le secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

MISSION

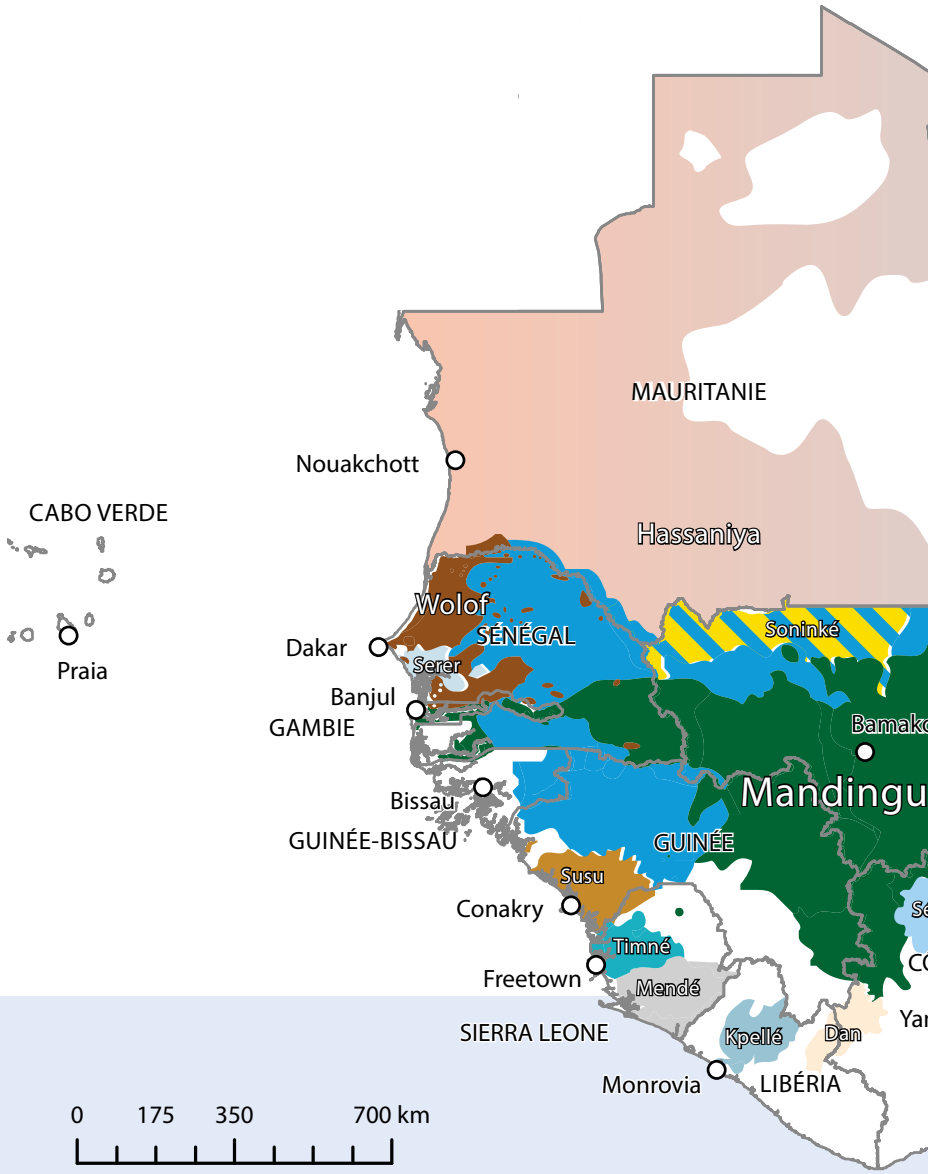
La mission du CSAO est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations ouest-africaines.

OBJECTIFS

- ✔ Améliorer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- ✔ Comprendre les transformations en cours dans la région et leurs implications en matière de politiques publiques par des analyses régionales, spatiales et prospectives.

VISION

Unie au-delà des frontières nationales par des traditions et des langues communes, l'Afrique de l'Ouest compte environ 400 millions d'habitants - des populations de plus en plus jeunes, urbaines et mobiles. Au cours de ces 50 dernières années, les bassins de peuplement ont franchi les frontières, renforcé les interdépendances économiques, commerciales et sociales, créant ainsi d'immenses possibilités de croissance et de développement. Cependant, de la même façon, les crises alimentaires, sanitaires et sécuritaires continuent de se propager régionalement. Par conséquent, le besoin de réflexion, d'analyse et d'action est plus que jamais fondamental. La raison d'être du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est profondément liée à cette réalité.

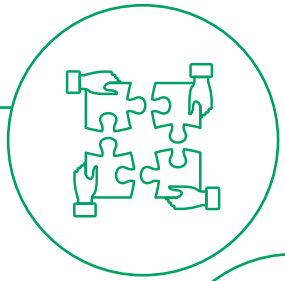


Les langues ouest-africaines parlées par plus d'un million de locuteurs natifs

COMPRENDRE LES RÉALITÉS RÉGIONALES

La base de la démarche du CSAO est la production de connaissances fondées sur ***l'analyse des faits dans une perspective régionale.***

La singularité du CSAO s'exprime à travers quatre méthodes de travail :



Le dialogue

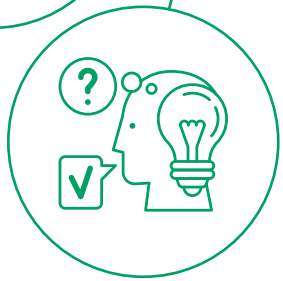
Le Club encourage le débat, la compréhension mutuelle et favorise la coordination sur des questions cruciales et les mutations en cours dans une perspective régionale (Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, p.24). Il est en particulier l'un des pivots de la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (RPCA, p.10).

L'ouverture

Le CSAO veille à mettre autour d'une même table tous les acteurs concernés : leaders politiques, représentants de la société civile, élus locaux et représentants d'autres régions du monde (RPCA, p.10; AGIR, p.12). Ses analyses s'appuient sur **l'expertise d'un large réseau de chercheurs de toutes origines et de partenariats.**

L'objectivité

Le CSAO produit des **analyses indépendantes et factuelles** et constitue des **bases de données originales** (base de données Africapolis, p.18). Il mène des **analyses régionales et spatiales** de mutations structurelles déterminantes pour le développement de l'Afrique de l'Ouest (transformations de l'économie alimentaire, p.14, et villes frontalières, p.20).



L'audace

En raison de sa nature informelle, le CSAO n'est pas soumis à des politiques à court terme ou des programmes politiques. Il est ainsi à même de promouvoir des **méthodes d'analyses innovantes** (analyse des réseaux sociaux, p.16) et des approches insuffisamment prises en compte jusqu'à présent dans l'élaboration de politiques stratégiques (coopération transfrontalière, p.21 et lien urbain rural, p.15).

Les Membres ont défini la singularité du Club et les limites à l'intérieur desquelles son action peut être pertinente, utile et complémentaire de celles des organisations régionales – intergouvernementales, professionnelles et de la société civile – et de leurs partenaires de la communauté internationale.

3 organisations régionales

- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- Union économique et monétaire ouest-africaine
- Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

9 partenaires de développement

- Autriche
- Belgique
- Canada
- Union européenne
- France
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Suisse
- États-Unis

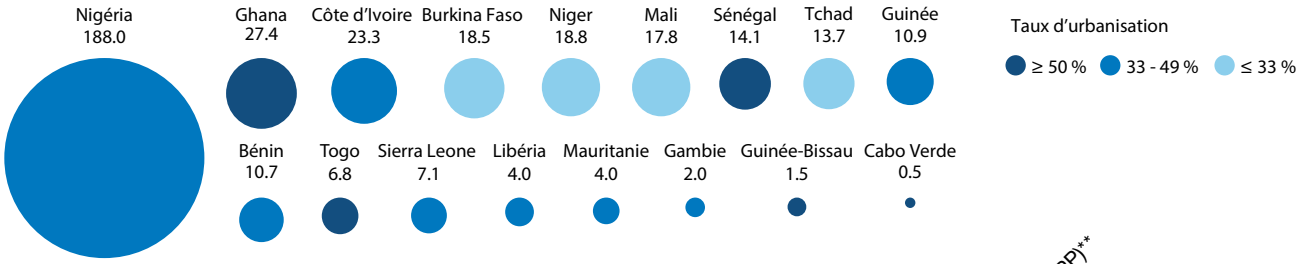
3 observateurs

- Banque mondiale
- Agence de planification et de coordination du NEPAD
- Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles

Le CSAO a conclu des protocoles d'accord avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).

REGARDS SUR L'AFRIQUE DE L'OUEST*

Population (en millions) et niveau d'urbanisation (%)



Pays	Capitales	Superficie en kilomètres carrés	Population totale (en millions)	Population urbaine (en millions)	PIB en dollars américains courants (milliards), 2016	PIB par habitant (dollars américains ajustés pour PPP)**	Indice de développement humain (IDH)	Emploi agricole (%)**	Emploi dans l'économie alimentaire (%)**	Importations alimentaires (% du PIB)**
Bénin	Porto-Novo	112 622	11	5	8.6	2 116	0.485	44	51	12
Burkina Faso	Ouagadougou	274 366	19	5	12.1	1 618	0.402	72	80	4
Cabo Verde	Praia	4 033	1	0	1.6	6 302	0.648	28	45	12
Tchad	N'Djaména	1 274 413	14	4	9.6	2 180	0.396	77	89	N/A
Côte d'Ivoire	Yamoussoukro	322 462	23	12	36.2	2 762	0.474	52	61	7
Gambie	Banjul	8 613	2	1	1.0	1691	0.452	30	34	18
Ghana	Accra	227 533	27	14	42.7	3 940	0.579	44	61	6
Guinée	Conakry	245 790	11	4	6.3	1 261	0.414	70	77	8
Guineé-Bissau	Bissau	34 107	2	1	1.1	1 516	0.424	61	68	N/A
Libéria	Monrovia	99 025	4	2	2.1	836	0.427	45	49	N/A
Mali	Bamako	1 242 248	18	6	14.0	1 965	0.442	75	82	4
Mauritania	Nouakchott	1 035 000	4	2	4.6	3 835	0.513	41	53	5
Niger	Niamey	1 271 947	19	3	7.5	948	0.353	81	89	7
Nigéria	Abuja	913 475	188	98	405.1	5 670	0.527	43	62	2
Sénégal	Dakar	196 712	14	7	14.8	2 445	0.494	32	39	9
Sierra Leone	Freetown	71 740	7	3	3.7	1 401	0.420	68	76	7
Togo	Lomé	56 785	7	3	4.4	1 438	0.487	63	70	9
CEDEAO		**5 081 458**	**352**	**164**						
UEMOA		**3 511 249**	**112**	**42**						
CILSS		**6 079 098**	**143**	**53**						
West Africa		**7 390 871**	**370**	**170**						

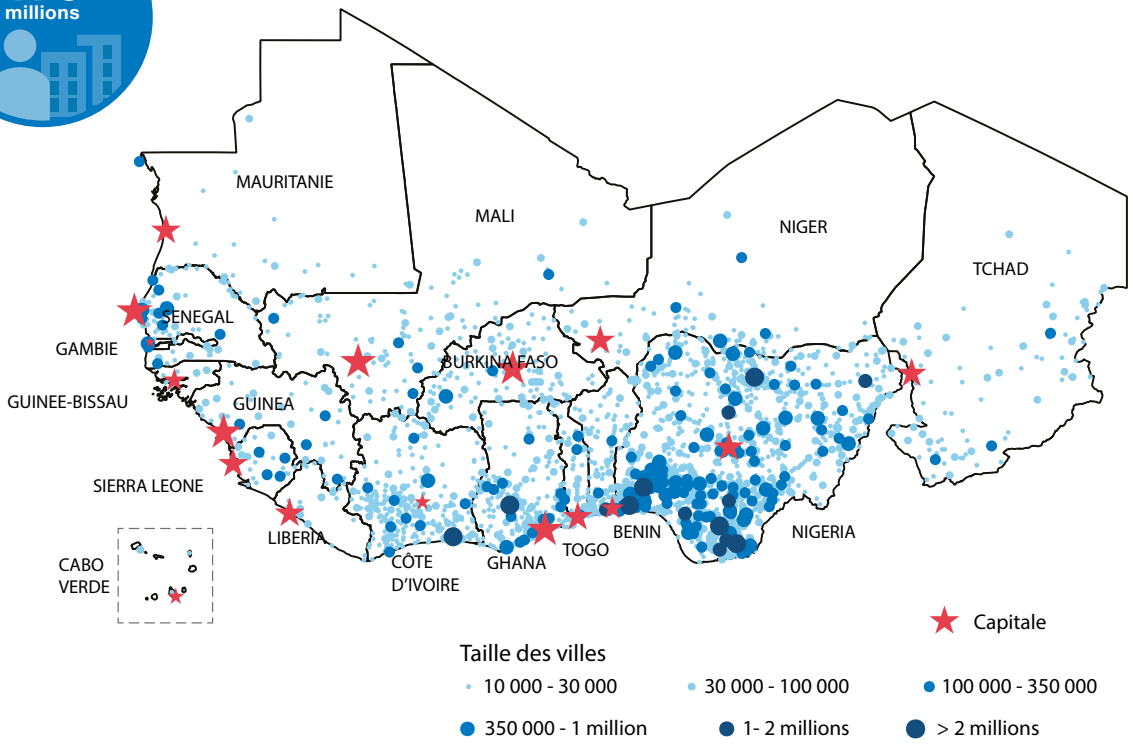
*2015

**Données 2012-15

Population urbaine
170
millions

Population totale
370
millions

Agglomérations ouest-africaines



46%
des Africains vivent dans les zones urbaines

Croissance démographique
+46.8
millions depuis 2010

32 000
kilometres de frontières terrestres

26
villes de plus d'un million d'habitants

Superficie totale
7.4
millions km²

>2 141
villes de moins de 100 000 habitants

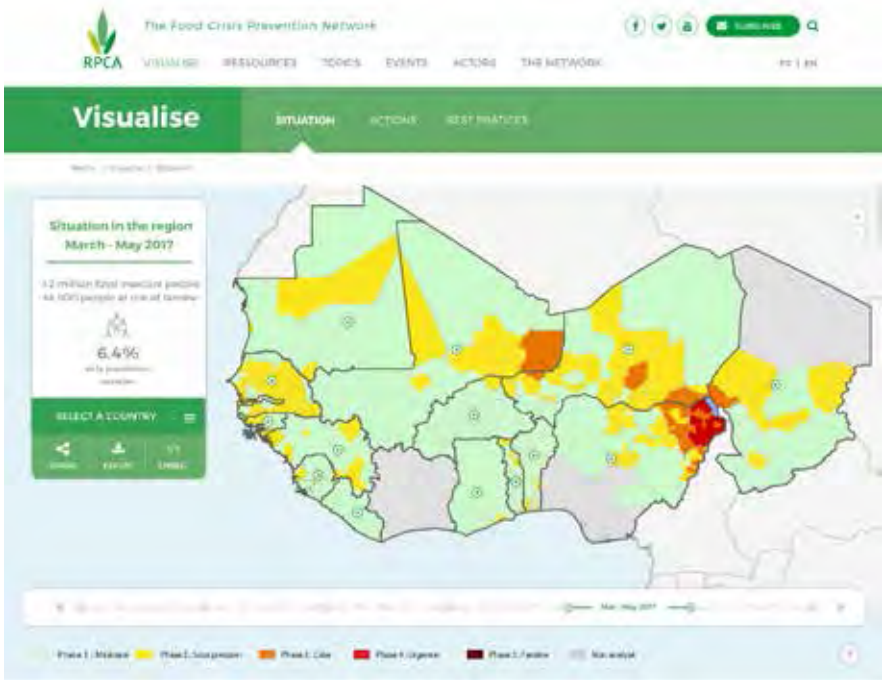
>199
villes de plus de 100 000 habitants

2 340
agglomérations en 2015

832
nouvelles agglomérations entre 2000 et 2015

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Promouvoir le dialogue et la coordination, construire une vision cohérente et consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle et nourrir ainsi la prise de décision : voilà en quelques mots le cœur de la mission du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) depuis près de 35 ans. S'appuyant sur le leadership politique des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le RPCA est une plateforme internationale de concertation et de coordination qui permet aux acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de se retrouver, de « parler le même langage » et de bâtir un consensus. Il rassemble plus de 100 parties prenantes actives au Sahel et en Afrique de l'Ouest : gouvernements et organisations régionales, agences de coopération bi- et multilatérales, agences humanitaires, ONG, organisations professionnelles agricoles, de la société civile, du secteur privé et systèmes d'information. Conjointement avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), le Secrétariat du CSAO assure l'animation du Réseau et lui permet d'accroître sa visibilité internationale.



Le saviez-vous ?

Les analyses et recommandations du Réseau nourrissent le processus décisionnel des leaders politiques de la région ainsi que des partenaires internationaux qui les utilisent pour élaborer des politiques et plans de réponse. Les agences des Nations Unies alignent leurs appels d'aide humanitaire sur les analyses du RPCA.

Des concertations régulières permettent de suivre l'évolution de la campagne agro-sylvo-pastorale et de fournir des informations et recommandations consensuelles pour alimenter le processus décisionnel.

Vers une meilleure gouvernance : la Charte PREGEC

La Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (Charte PREGEC) est un code de bonne conduite destiné à renforcer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle a été adoptée par les pays de la région et leurs partenaires dans le cadre du RPCA. Des évaluations régulières permettent d'examiner l'action des parties prenantes et renforcent ainsi l'adhésion aux principes de la Charte.

Analyse consensuelle : la pierre angulaire du RPCA

Le Cadre harmonisé est un outil ouest-africain d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations victimes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il permet aux décideurs politiques de fonder leurs décisions sur une analyse consensuelle et harmonisée à l'échelle régionale.

Documentaire sur le RPCA

Pourquoi le RPCA a-t-il été créé ? Quels sont ses principaux acquis et quels sont les nouveaux défis auxquels il doit faire face ? Ce film vise à mieux faire connaître l'histoire du Réseau depuis sa création en 1984. S'appuyant sur des témoignages des Membres du Réseau dans leur quête vers l'objectif « faim zéro », il met en avant le pouvoir de l'action collective. https://youtu.be/7hyGLw5QvH0

Le RPCA contribue à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.food-security.net

RENFORCER LA RÉSILIENCE

Considérant le caractère chronique et structurel des facteurs sous-tendant les crises alimentaires et nutritionnelles qui affectent chaque année des millions de personnes vulnérables, les parties prenantes ont décidé de fédérer leurs efforts dans une Alliance globale pour la résilience (AGIR) - Sahel et Afrique de l'Ouest. Lancée dans le cadre du RPCA en 2012, AGIR se concentre sur les populations les plus vulnérables. Son objectif est d'éradiquer la faim et la malnutrition en renforçant durablement les moyens d'existence de ces populations. La force de l'Alliance est de s'appuyer sur une définition commune de la résilience et des objectifs partagés, négociés et reconnus par l'ensemble des parties prenantes (pays, organisations régionales, société civile et partenaires). L'Alliance vise à unir les efforts individuels en matière de résilience dans un cadre fédérateur défini par la feuille de route régionale. Chaque pays mène (ou a mené) un processus de dialogue inclusif afin de formuler ses « Priorités résilience pays » (PRP-AGIR). À ce jour, 10 pays sur 17 ont adopté et commencé la mise en œuvre de leurs PRP. Le CSAO offre à l'Alliance un espace commun de dialogue, de lobbying et de plaidoyer au niveau international.

Les quatre piliers d'AGIR :

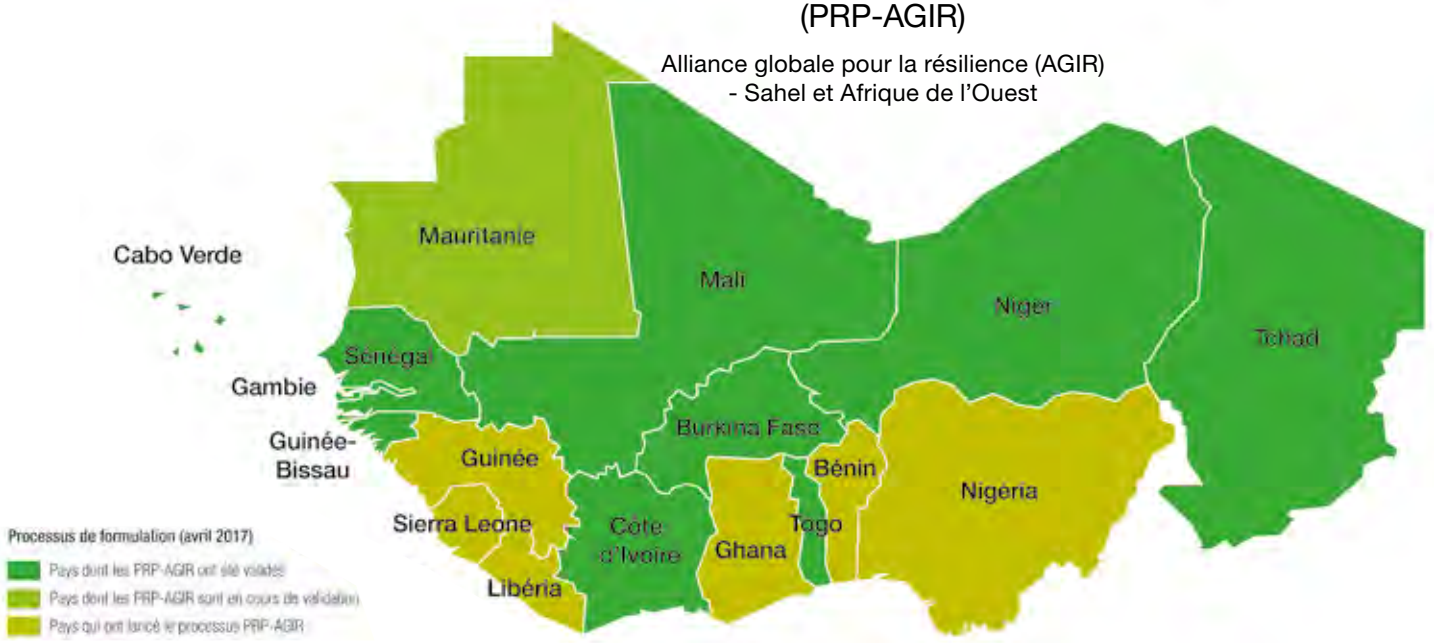
1. Améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence.
2. Renforcer la nutrition des ménages vulnérables.
3. Améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès aux aliments.
4. Renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le saviez-vous ?

Le gouvernement du Niger a fortement augmenté son appui au renforcement de la résilience des groupes vulnérables afin de mieux les protéger des catastrophes climatiques et autres désastres naturels. Le budget est passé en 2015-16 de 115 à 524 milliards francs CFA (de 175 à 800 millions d'euros).

Priorités résilience pays (PRP-AGIR)

Alliance globale pour la résilience (AGIR) - Sahel et Afrique de l'Ouest



Nouveaux outils

Le RPCA développe des outils cartographiques permettant de géolocaliser les nombreux programmes et initiatives en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience. Ceci permet d'améliorer la coordination, d'identifier des doublons et de capitaliser sur les bonnes pratiques. Un outil consensuel destiné à mesurer l'impact du renforcement de la résilience est également en cours de développement.

AGIR est basée sur une définition commune du terme « résilience »

« La capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable. »

L'Alliance contribue à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.food-security.net/agir

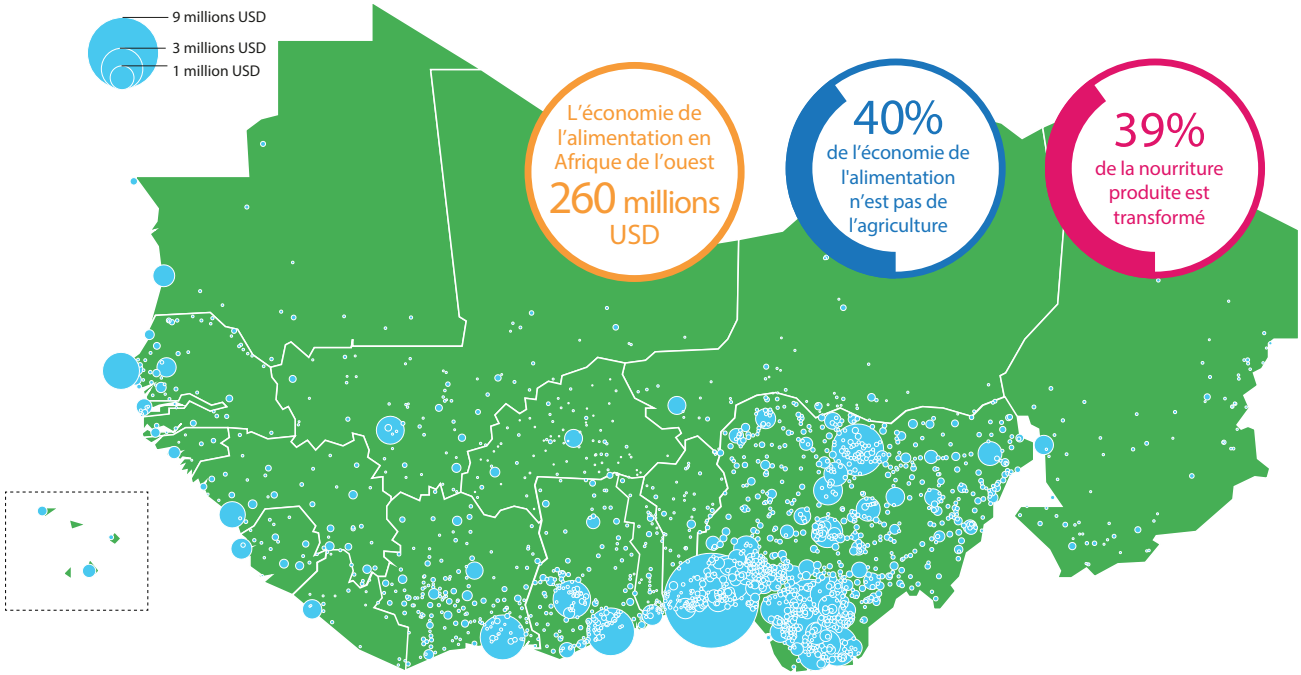
DÉCRIRE LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE ALIMENTAIRE

L'économie alimentaire ouest-africaine est le lieu de transformations majeures, en grande partie imputables aux dynamiques démographiques, en particulier à l'urbanisation. Ce secteur présente un fort potentiel de croissance économique, de création d'emplois et de sécurité alimentaire. Le CSAO produit des analyses qui décrivent ces transformations et identifient leurs implications pour la conception des politiques et de ses outils.

Le saviez-vous ?

Les industries de la transformation alimentaire sont le sous-secteur manufacturier le plus important en termes d'emploi. Elles représentent 29 % de la main-d'œuvre du secteur secondaire dans la région.

Marchés alimentaires urbains



Opportunités d'emplois

Le système alimentaire est le secteur privé le plus important de l'Afrique de l'Ouest, représentant 39 % du PIB régional (260 milliards USD en 2015) et 66 % de l'emploi total. Il offre un fort potentiel de création d'emplois, aussi bien en zone rurale qu'urbaine. Le CSAO analyse la situation actuelle de l'emploi et établit des projections à moyen terme. Il identifie les contraintes et stratégies pour améliorer le potentiel de création d'emplois du secteur.

Liens urbain-rural

Les données et analyses manquent pour expliquer où est localisée la production alimentaire, qui en sont les principaux acteurs et comment elle parvient aux consommateurs. Ces éléments essentiels de l'articulation urbain/rural sont indispensables à la compréhension de l'économie alimentaire et des flux régionaux. Le CSAO contribue à combler cette lacune en analysant et cartographiant les dimensions spatiales de l'économie alimentaire et leurs implications en termes de politiques publiques.

L'insécurité alimentaire en milieu urbain

Les systèmes d'alerte précoce sont insuffisamment adaptés au milieu urbain pour fournir une image exacte de la situation alimentaire et nutritionnelle et pour élaborer des mécanismes de réponse efficaces. Le CSAO examine les enjeux urbains de sécurité alimentaire - actuels et à venir - afin d'améliorer les systèmes de suivi, de mieux cibler les populations vulnérables et d'identifier les leviers d'action prioritaires pour l'allocation des ressources publiques.

Ces travaux contribuent à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.oecd.org/fr/csao/themes/mutations-economie-alimentaire

CARTOGRAPHIER LES RÉSEAUX DES FEMMES COMMERÇANTES

L'économie alimentaire joue un rôle majeur dans l'emploi des femmes. 68 % des femmes y travaillent. Les femmes représentent la moitié de l'emploi total du système alimentaire (51 %). Leur participation domine dans les segments non agricoles. Elles comptent pour 88 % de l'emploi dans la restauration hors domicile, 83 % dans la transformation alimentaire et 71 % dans la distribution alimentaire.

Le CSAO s'appuie sur l'analyse des réseaux sociaux (*social network analysis* on SNA en anglais) pour appréhender et cartographier les réseaux de femmes dans l'économie alimentaire. En raison de leur nature informelle, peu d'informations sont disponibles sur ces réseaux. Des études sont menées au niveau local (en collaboration avec le Département de géographie de l'Université de Niamey) et au niveau régional.

L'analyse locale (zone du Dendi) est centrée sur trois marchés frontaliers : Gaya, Malanville et Kamba (Niger, Bénin, Nigéria). Ces marchés participent de chaînes de valeur agricoles régionales, de production et de commercialisation de maïs, oignons et autres légumes. Le travail cartographie les réseaux de la chaîne d'approvisionnement employant particulièrement des femmes, analyse les rôles de chacun et examine les contraintes sociales, culturelles et économiques entravant l'accès et la participation des femmes aux marchés. Cette analyse locale illustre la réalité fonctionnelle des échanges économiques.

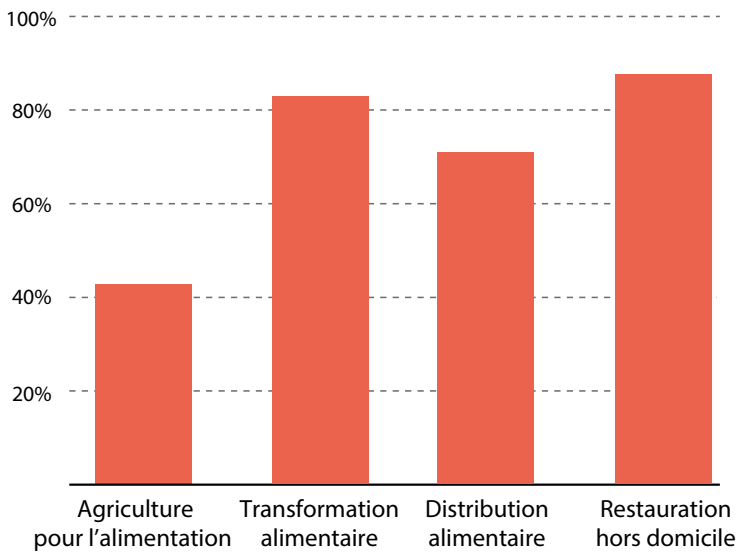
L'analyse régionale détermine la structure de la gouvernance de ces réseaux et le paysage institutionnel en cartographiant les acteurs impliqués dans l'autonomisation des femmes (institutions et partenaires internationaux). Le croisement des deux niveaux d'analyses identifie les forces et faiblesses des structures de gouvernance et propose des cadres politiques plus adaptés aux contraintes et opportunités des activités économiques féminines.

Le saviez-vous ?

Les activités du système alimentaire hors exploitation agricole représentent un emploi sur trois pour les femmes dans les zones urbaines (un sur sept pour les hommes).

Les femmes dominent les activités non agricoles du système alimentaire

Part des femmes dans l'emploi par activité du système alimentaire



DOCUMENTER L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Dans des sociétés marquées par des liens sociaux transnationaux, l'analyse de la situation des femmes doit intégrer des comparaisons régionales. Le CSAO utilise l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme (ISE), intégrant de nombreuses variables (droits légaux, violences faites aux femmes, accès à la terre ou aux services financiers […]) pour étudier les discriminations sociales et économiques envers les femmes. Ce travail constitue une base de référence pour mieux prendre en compte dans les stratégies et politiques publiques les discriminations sociales et économiques à l'encontre des femmes.

Ces travaux contribuent à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.oecd.org/fr/csao/themes/genre

CARTOGRAPHIER LES DYNAMIQUES URBAINES

Les villes et leurs habitants façonnent de plus en plus le paysage économique, social et politique de la région. Une grande majorité de ces agglomérations sont des villes petites et moyennes qui jouent un rôle nodal catalyseur, tant de la production locale et régionale que de la circulation des biens, des personnes et des informations. Elles relient ainsi les économies locale et régionale à l'économie mondiale. Les données et analyses sont cependant insuffisantes pour permettre une meilleure compréhension de ces dynamiques d'urbanisation.

Le CSAO s'efforce de suppléer ce manque par le programme Africapolis. À l'origine exclusivement centré sur l'Afrique de l'Ouest, il proposera une base de données homogène, géolocalisée et actualisée sur les dynamiques d'urbanisation pour l'ensemble du continent africain.

Les données mettent en évidence le développement de larges zones métropolitaines, le rôle des villes petites et moyennes dans les réseaux urbains, l'émergence permanente de nouvelles agglomérations et la fluidité croissante des échanges entre milieux urbains et ruraux.

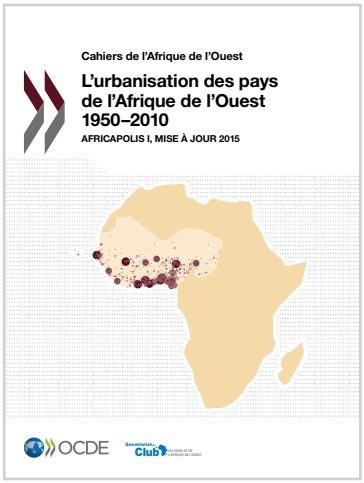
Africapolis fournit une source fiable d'information pour un large éventail de politiques de développement aux niveaux local, national et régional.

Africapolis est :

1. La seule base de données homogène et géolocalisée sur les dynamiques d'urbanisation en Afrique.
2. Un inventaire des agglomérations de plus de 10 000 habitants avec des informations factuelles sur leur taille, leur évolution et leur géolocalisation.
3. Un ensemble de données comparables, vérifiables et indépendantes des définitions nationales.
4. Une méthodologie originale combinant recensements, imagerie satellitaire et aérienne et autres sources cartographiques reconnues par la communauté internationale.

Le saviez-vous ?

Entre 2010 et 2015, la population urbaine de l'Afrique de l'Ouest a augmenté de 32 millions de personnes pour atteindre 169 millions d'habitants (46 % de la population totale). La région compte à présent 420 agglomérations de plus de 50 000 habitants, soit à peu près le même nombre qu'aux États-Unis (490 agglomérations).



46% des Africains vivent dans les zones urbaines

Le niveau d'urbanisation régional s'approche de 50% dans 7 pays ouest-africains

La population urbaine augmentera de 24 millions de personnes par an jusqu'en 2045

472 millions d'Africains vivent dans les zones urbaines

Lagos, Le Caire et Kinshasa comptent plus de 10 millions d'habitants

La population urbaine dépassera celle de la Chine d'ici 2038

Une mise à jour de la base Africapolis pour l'ensemble du continent, couvrant 51 pays et 5 000 agglomérations, sera disponible au second semestre 2018.

Africapolis contribue à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.oecd.org/fr/csao/themes/africapolis

RENFORCER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES VILLES FRONTALIÈRES

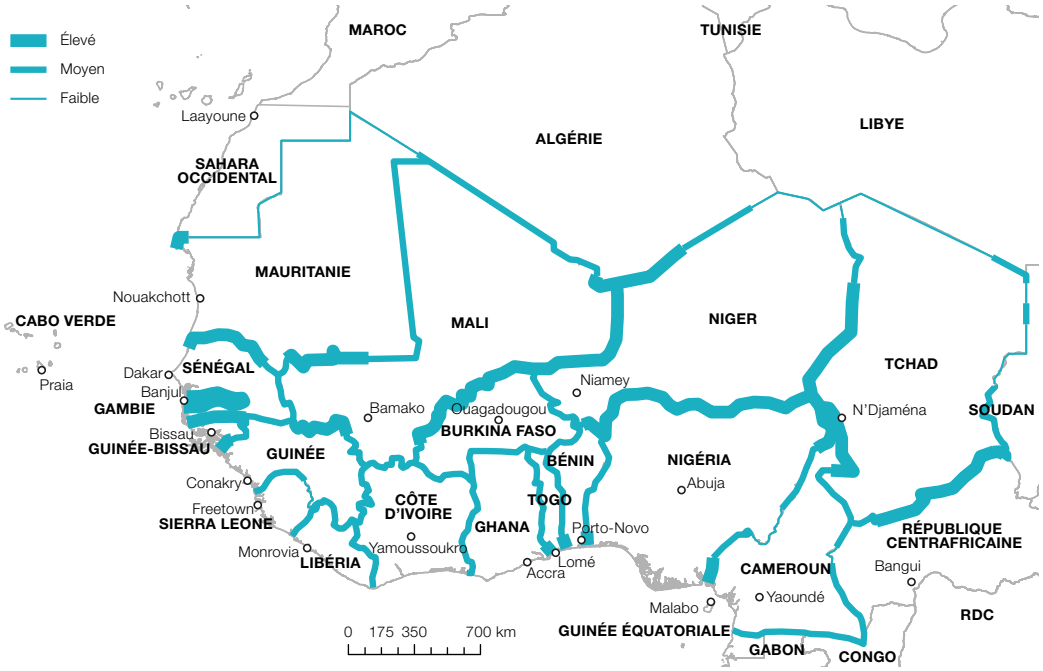
Un quart du territoire de 7,6 millions de kilomètres carrés de l'Afrique de l'Ouest est situé à moins de 50 kilomètres d'une frontière. Vingt-et-un pour cent de la population vit dans ces zones frontalières qui abritent 580 villes de plus de 10 000 habitants. Le développement de ces territoires frontaliers est essentiel pour stimuler le processus d'intégration régionale. Depuis plusieurs années, le CSAO soutient la coopération transfrontalière comme élément de réponse face aux risques et aux changements structurels à l'œuvre dans la région.

L'urbanisation et le changement climatique suscitent des transformations de la géographie économique et urbaine. Ces développements sous-tendent l'évolution des marchés et de leur rôle ainsi que l'intensification des échanges et des circulations, notamment frontaliers.

Le saviez-vous ?

14% de la population urbaine ouest-africaine – 23 millions de personnes – vit à moins de 50 kilomètres d'une frontière.

Ressources hydrauliques de surface et eaux souterraines partagées



Cartographie des villes frontalières

À partir de la base de données Africapolis, le CSAO utilise des variables qualitatives et quantitatives (géographie, climat, indicateurs sociaux, économiques et légaux) pour analyser les caractéristiques et fonctions des villes frontalières. Cette cartographie analyse le rôle des économies urbaines transfrontalières dans la construction de l'intégration régionale et leur attractivité. Sur cette base, sont identifiés des leviers pour le développement de ces villes.

Résilience au changement climatique

L'accord de Paris a ouvert la voie aux villes et collectivités locales et régionales pour travailler aux côtés des gouvernements, à la formulation de plans d'action climatiques. Le CSAO se concentre sur les leviers légaux et financiers partagés par les villes transfrontalières pour renforcer leur résilience au changement climatique. Quatre études de cas sont menées en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux à :

- Dori (Burkina Faso) – Téra (Niger)
- Gaya (Niger) – Malanville (Benin)
- Tominian (Mali) – Kossi (Burkina Faso)
- Corridor Lagos - Abidjan

Ces travaux contribuent à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

www.oecd.org/fr/csao/themes/villes-et-frontieres

www.oecd.org/fr/csao/themes/changement-climatique

SUIVI DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT

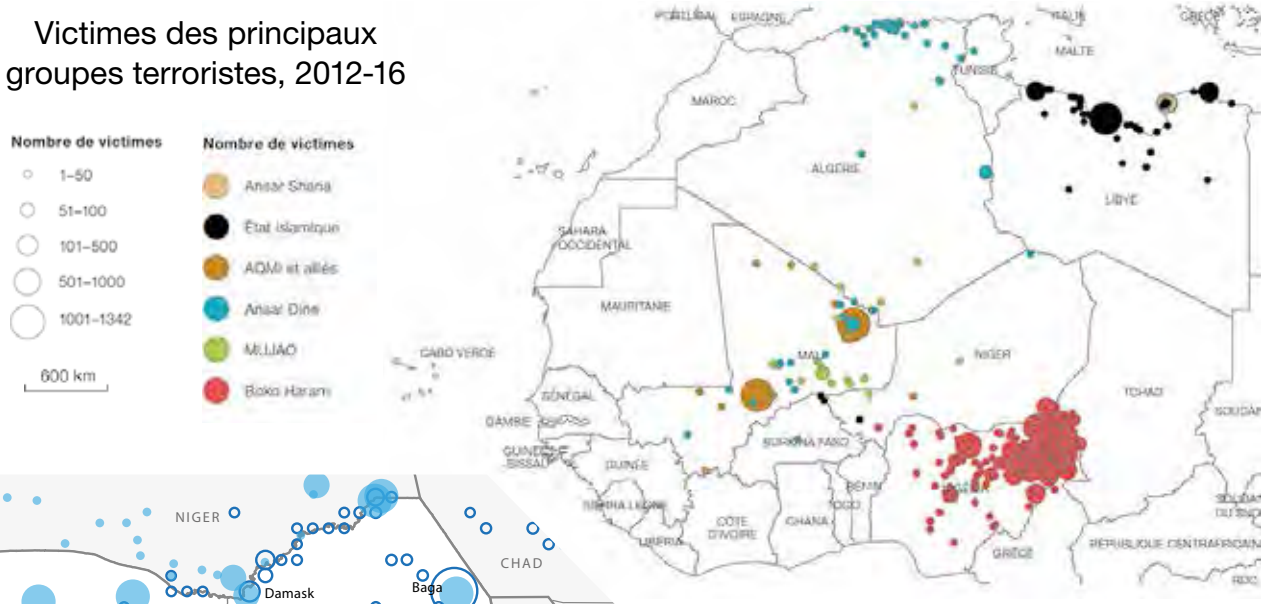
L'instabilité est récurrente au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Des crises aux multiples facettes - coups d'état, révoltes, rebellions et terrorisme - ont redéfini les relations géopolitiques et spatiales sur le continent africain. Le CSAO aborde l'analyse de la sécurité en termes de sécurité humaine afin de mieux comprendre les vulnérabilités dans leur ensemble. Il contribue au dialogue politique sur la stabilisation et la sécurité en effectuant des travaux d'analyse, en participant dans le cadre de forums internationaux, en encourageant et en appuyant les politiques et stratégies de ses Membres et partenaires, en particulier en ce qui concerne le Sahel.

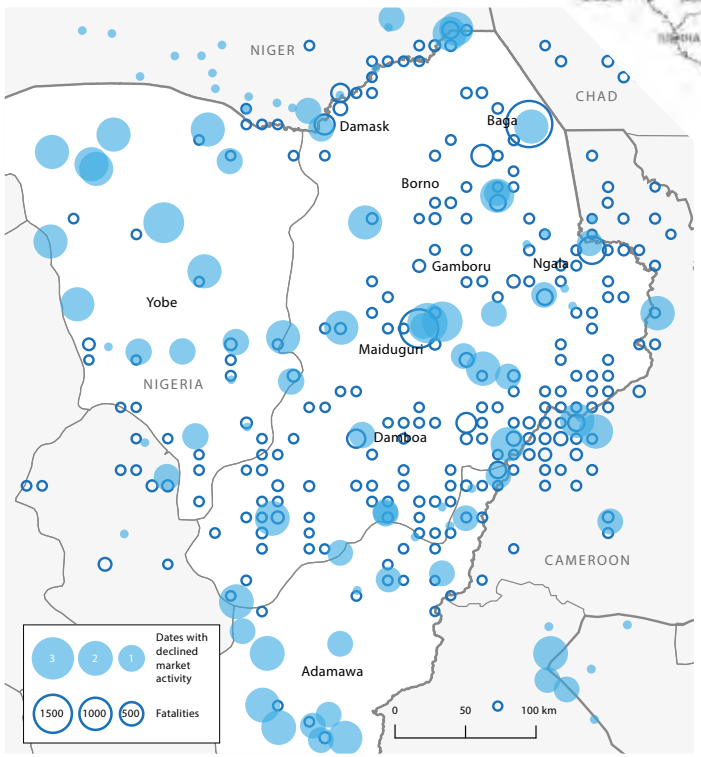
Afin de renforcer les liens entre la recherche et l'élaboration des politiques, le CSAO encourage les travaux de recherche en cours concernant la sécurité menés par de jeunes chercheurs, notamment au travers de sa série intitulée Notes ouest-africaines.

Le saviez-vous ?

Les marchés situés au nord-est du Nigéria constituent les lieux les plus dangereux pour les citoyens et ont été le théâtre de 38 attaques directes entre novembre 2014 et décembre 2016. Les pics de violence coïncident avec les périodes charnières en matière agricole et représentent de sérieux obstacles au travail et au transport des marchandises sur les marchés.

Victimes des principaux groupes terroristes, 2012-16





Répartition géographique du déclin des activités de marché avec les actions de Boko Haram, décembre 2014 - novembre 2016

Ces travaux contribuent à l'Agenda 2030 pour le développement durable :

16 PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS

www.oecd.org/fr/csao/themes/securite

LA SEMAINE DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

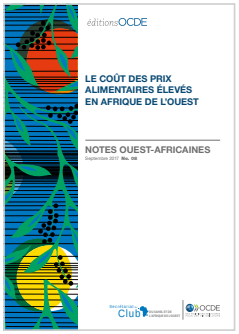
Chaque année, à l'occasion de la **Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**, des centaines de personnes venues du monde entier se réunissent pour discuter des questions alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cet événement, qui se tient dans une capitale ouest-africaine (Abuja en 2016, Cotonou en 2017), est le rassemblement le plus important de parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Il offre ainsi un espace d'échange informel et des opportunités de réseautage et de partenariats.

Les analyses menées par le CSAO y sont présentées et discutées ; par exemple les travaux récents sur les transformations (2016) et les opportunités d'emploi (2017) dans l'économie alimentaire.

Outre la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le CSAO organise et participe à des réunions thématiques à la demande de ses Membres ainsi que des parties prenantes afin de présenter les conclusions de ses analyses et de contribuer à leurs stratégies régionales.

PUBLICATIONS

Les analyses du CSAO sont rétrospectives et prospectives, spatiales et régionales…



Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE : des publications bilingues qui examinent chaque année les questions économiques et sociales de la région. Les prochains opus traiteront de l'urbanisation (mise à jour d'Africapolis pour l'ensemble du continent en 2018) et des réseaux des femmes commerçantes (2019).

Notes ouest-africaines de l'OCDE : des rapports courts et ciblés qui explorent les dynamiques socio-économiques, politiques et sécuritaires d'un point de vue régional et multidisciplinaire (5 à 7 par an).

Disponibles en version papier et électronique, les deux séries sont publiées par les Éditions OCDE, l'un des plus importants éditeurs au monde d'ouvrages dans le domaine des sciences sociales. Plus de 2 000 institutions dans le monde ont accès à la bibliothèque en ligne de l'OCDE qui met les rapports de l'OCDE à la disposition de quelque 25 millions d'utilisateurs dans plus de 100 pays.

Le CSAO publie également une revue de presse bimensuel – en anglais et en français – qui fait le point sur les questions régionales, les tendances et les initiatives de ses Membres, notamment les organisations régionales d'Afrique de l'Ouest.

Découvrir et télécharger les publications du CSAO et Actualité ouest-africaine :

www.oecd.org/fr/csao/publications

www.actualite-ouest-africaine.org

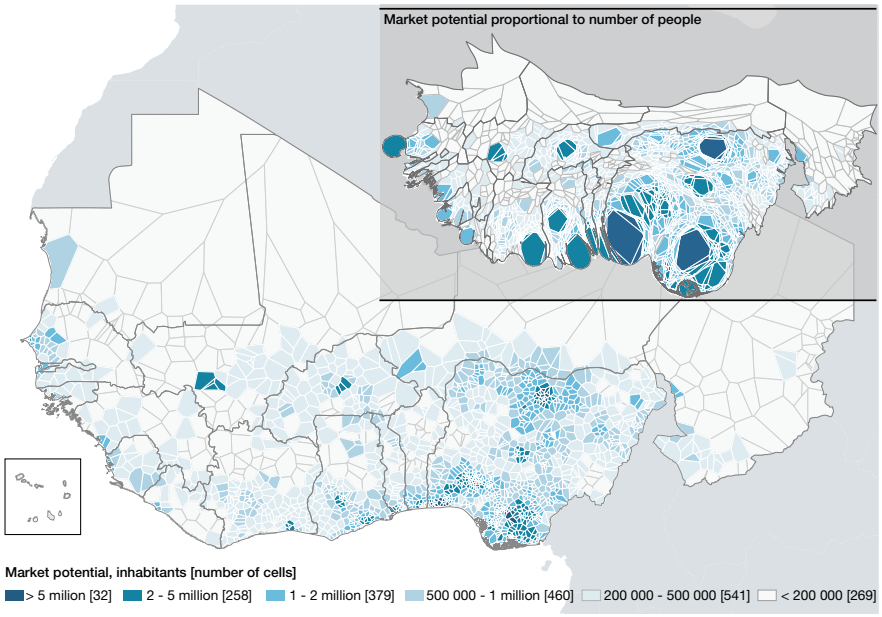
BASE DE DONNÉES

Africapolis est une base de données géolocalisée sur les villes et les dynamiques d'urbanisation en Afrique. Elle s'appuie sur une méthodologie originale en ce qu'elle combine données nationales sur la population, images satellitaires et aériennes, et autres sources cartographiques en vue de fournir des estimations de population et la géolocalisation systématique de chacune des agglomérations, ainsi que les données relatives à la superficie et au développement de ces agglomérations depuis 1950.

Découvrir la base de données Africapolis :

www.oecd.org/fr/csao/themes/africapolis

Potentiel de marché en Afrique de l'Ouest

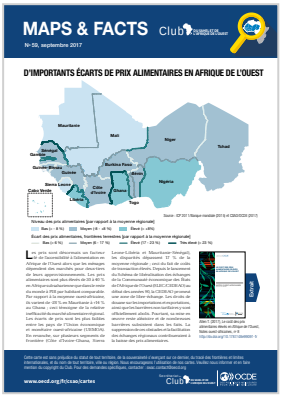


CARTES

Le CSAO produit un grand nombre de cartes, y compris la série des Maps & Facts. Cette dernière propose des regards différents de la région sur des questions telles que l'urbanisation, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la migration, le genre et le climat ; un format clair et concis.

Découvrir et télécharger les cartes du CSAO :

www.oecd.org/fr/csao/cartes



IMAGES, CARTES ET GRAPHIQUES

Page 3
Crédit photo : Julia Wanjiru, Sécretariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Page 4 and 5
Crédit carte : CSAO/OCDE (2017), Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris.

Page 8
Sources données : Sécretariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), basée sur LSMS-ISA/ Banque mondiale ; Labour Surveys/ INSD & ANSD; World Development Indicators/ Banque mondiale; GCD/ Banque mondiale; Indice de développement humain, Programme des Nations Unies pour le Développement, Africapolis/e-Geopolis et CSAO/ OCDE.

Page 11
Crédit photo : Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)

Page 13
Crédit carte : Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), 2017

Crédit photo : Julia Wanjiru, CSAO/ OCDE

Page 14
Crédit photo : Julia Wanjiru, CSAO/ OCDE

Page 15
Crédit carte : Sécretariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/ OCDE), 2017
Page 16
Crédit photo : Julia Wanjiru, CSAO/ OCDE

Page 17
Crédit graphique : Sécretariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), 2017 basée sur LSMS-ISA/Banque mondiale et l'Agence Nationale de Statistiques et de la Démographie, ANSD.

Crédit photo : Julia Wanjiru, CSAO/ OCDE

Page 19
Crédit carte : Sécretariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SWAC/ OECD), 2017 basée sur World urbanization prospects, révision juin 2014, Division de la population, Nations Unies

Page 20
Crédit photo : CC DonCamillo

Page 21
Crédit carte : CSAO/OCDE (2017), Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris.

Page 22
Crédit photo : Fotolia

Page 23
Crédit carte : CSAO/OCDE. Walther, O. (2017), « Guerres et conflits au Sahara-Sahel », Notes ouest-africaines, No. 10, Éditions OCDE, Paris.Basée sur données ACLED 2012-16 (www.acleddata.com/data/africa).

Page 23
Crédit carte : CSAO/OCDE. Van Den Hoek, J. (2017), « Agricultural market activity and Boko Haram attacks in northeastern Nigeria », Notes ouest-africaines, N°9, Éditions OCDE, Paris.

Page 23
Crédit photo : Fotolia

Page 24
Crédit photo : CSAO/OCDE

Page 25
Crédit carte : CSAO/OCDE. Prieto Curiel, R., P. Heinrigs et I. Heo (2017), « Cities and Spatial Interactions in West Africa: A Clustering Analysis of the Local Interactions of Urban Agglomerations », Notes ouest-africaines, N°5, Éditions OCDE, Paris.

Troisième de couverture
Crédit photo : Julia Wanjiru, CSAO/ OCDE70

“Rien n’est jamais totalement accompli ni achevé, mais il est un fait que dans bien des domaines, l’espace Sahel et Afrique de l’Ouest montre le chemin de la coopération régionale au reste de l’Afrique. La vocation du Club est de l’accompagner.”

– François-Xavier de Donnea, Président CSAO

Le Club du Sahel a été créé en 1976 à Dakar dans le but de mobiliser l’attention et le soutien de la communauté internationale suite à un épisode terrible de sécheresse et de famine au cours duquel plus de 100 000 personnes ont trouvé la mort. Les premières opérations d’aide alimentaire à grande échelle qui ont fait suite aux sécheresses des années 70 et plus tard des années 80 ont été marquées à la fois par la générosité et le désordre ; le manque de coordination s’ajoutant en outre à l’absence de vision à plus long terme. C’est alors que naquit l’idée d’un « contrat de génération » : une alliance à long terme entre la région et ses partenaires pour assurer la convergence des politiques et des pratiques, pour innover et s’adapter ensemble aux mutations rapides.

Créé par une décision commune des pays sahéliens et de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Club a grandi aux côtés du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), tous deux œuvrant sur le même front depuis de nombreuses années. L’avenir du Sahel devenant de plus en plus dépendant de l’Afrique de l’Ouest, le Club a élargi en 2001 son mandat et champ géographique à l’ensemble de l’Afrique de l’Ouest pour devenir le Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO). Pendant quatre décennies, le CSAO n’a cessé de défendre la coopération régionale, en s’appuyant sur son expérience et sa position au sein de l’OCDE pour fournir aux décideurs une réflexion stratégique sur les questions importantes pour la région.

RESTEZ CONNECTÉ

www.oecd.org/csao

www.food-security.net

www.actualite-ouest-africaine.org

@SWAC_OECD

www.facebook.com/OECDSWAC

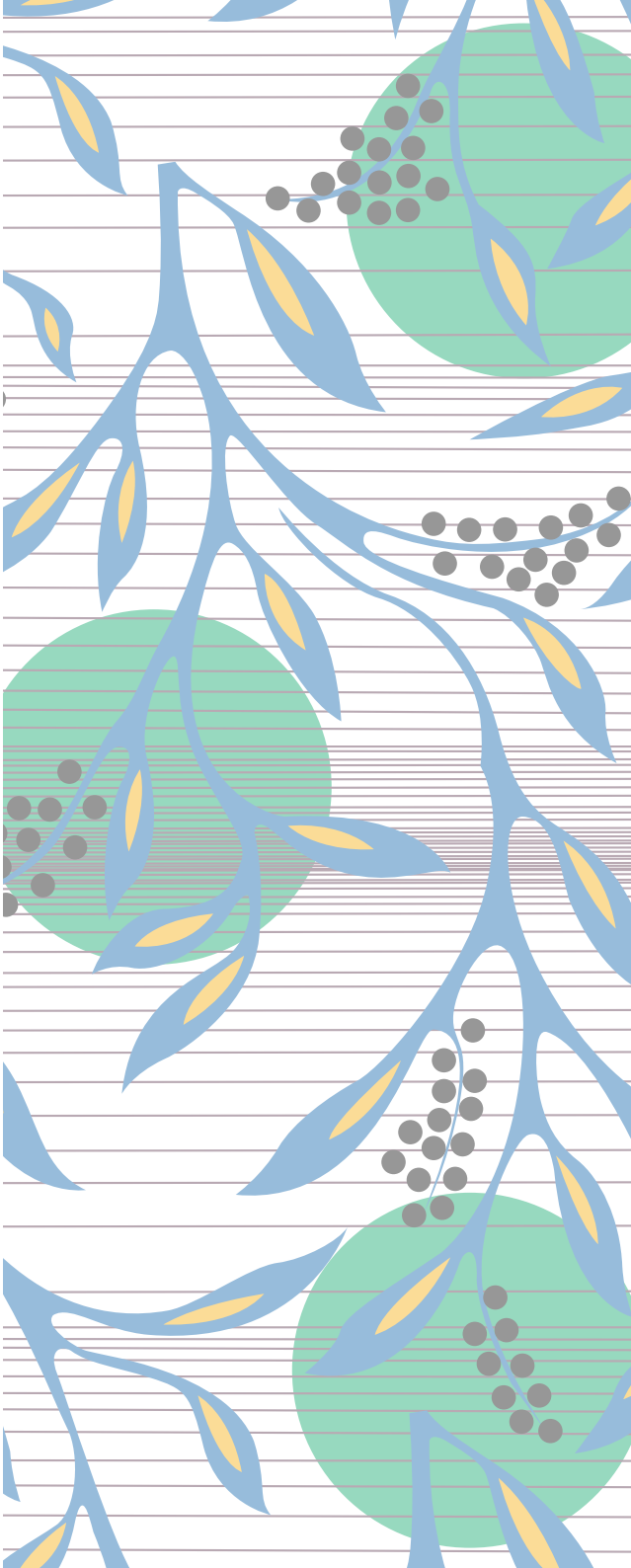
www.youtube.com/user/SWACoecd

www.flickr.com/photos/swac

OECD Development Matters Blog

swac.contact@oecd.org

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

CSAO/OCDE, 2, rue André Pascal 75775 Paris Cedex 16, France
Tel.: +33 1 45 24 82 00